



Comment mobiliser les énergies pour assurer notre avenir ?

Table ronde avec Corinne LEPAGE,
Jean-François BERNARDIN
et Dominique BUSSEREAU

Christian SAINT-ETIENNE _____

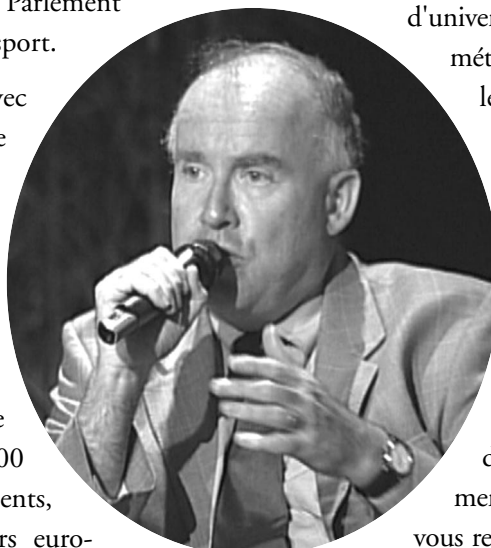
Dominique Bussereau, vous venez d'être interpellé par Corinne Lepage qui aimerait entendre vos réflexions sur l'organisation de l'expression de la société civile.

Dominique BUSSEREAU _____

Secrétaire d'Etat aux Transports et à la Mer

J'interviendrai tout à l'heure sur un sujet un peu plus technique qui intéresse les Chambres de Commerce et d'Industrie et qui porte sur ce que le Gouvernement et le Parlement préparent en matière de transport.

Je suis un peu en désaccord avec Corinne Lepage sur le fait que la société politique ne représente pas la société civile, ceci pour deux raisons. D'abord parce qu'à part un certain nombre d'hommes et de femmes qui ont choisi de faire de la politique un métier, les élus des 36 000 communes, des 95 départements, des 22 régions, les sénateurs européens, les députés européens, les parlementaires, etc., sont avant tout des gens de la société civile qui savent que la vie politique est une loterie dans laquelle l'échec est souvent plus probable que la réussite et qui gardent leurs liens avec la société civile. Deuxièmement, la vocation de l'élu est d'arbitrer entre les différents éléments de la société civile. Un élu, dans son départe-



ment, passe son temps à rencontrer ses députés, ses conseillers généraux, les maires, pour gérer les dossiers dans lesquels, par exemple, les Chambres de Commerce et d'Industrie font entendre fortement la société civile économique.



Il faut renforcer les allers et retours entre société civile et société politique

Je pense que, contrairement à ce qu'il est de bon ton de dire, la société civile et la société politique se parlent sans arrêt. Les allers et retours sont extrêmement importants entre les deux. La seule chose qui est difficile c'est qu'aujourd'hui, pour mener un mandat politique, il est de plus en plus difficile de garder une vraie fonction profession-

nelle. A part les avocats, ou les professeurs d'université qui peuvent exercer leur métier tout en étant parlementaires, les autres doivent, de par la loi, se consacrer à plein temps à leur activité politique. C'est donc vrai que les allers et retours n'existent pas en termes de carrière. Aux Etats-Unis, vous êtes Président des Etats-Unis, vous êtes membre de la Chambre des représentants, vous êtes membre du Sénat, vous êtes battu, vous retournez dans un cabinet d'avocats, dans une entreprise et c'est normal.

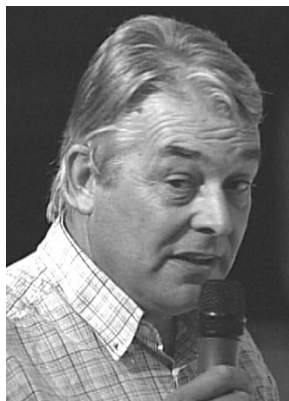
On ne vous regarde pas comme quelqu'un venu d'une autre planète. En France, une fois qu'on est entré dans la vie politique, on est marqué du sceau rouge, non pas de l'infamie, mais de la vie publique, et il est extrêmement difficile d'organiser ces allers et retours. Il faut donc organiser ces passages de carrière pour éviter



d'être coupé des réalités, pour être surtout plus en phase avec les aspirations de la société civile.

André MARCON _____

Président de la CRCI Auvergne



Je voudrais rebondir sur ce qui a été dit sur la société civile parce que, chaque fois que nous avons des problèmes, on veut inventer des nouveaux systèmes. La société civile, en France, existe. Qui la conteste ? Surtout

les marginaux. J'entendais José Bové dire qu'il n'y a pas de représentation sociale en France.



Pourquoi cette hostilité des politiques vis-à-vis des corps intermédiaires ?

Le problème, c'est que tous les marginaux voudraient représenter, alors qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes. Et c'est un déni de démocratie de dire qu'il faut créer toujours de nouvelles instances. Il existe quand même un certain nombre d'outils de représentation sociale en France comme le Conseil économique et social ou les Chambres consulaires. Mais pourquoi les hommes politiques s'ingénient-ils toujours à vouloir supprimer les corps intermédiaires ? Est-ce que nous, les corps intermédiaires, nous allons pouvoir nous exprimer normalement, pour ce que nous représentons, c'est-à-dire la société économique ?

Dominique BUSSÉREAU _____

Dans l'esprit du gouvernement, la décentralisation qui consiste à enlever du pouvoir à l'Etat

pour le donner aux élus, donne au contraire aux corps intermédiaires plus de possibilités d'expression.



La décentralisation devrait renforcer le rôle des corps intermédiaires

Parce que vous aurez certainement beaucoup de poids auprès de gens dont vous êtes les électeurs qu'auprès d'un préfet, qui passe et repart, ou auprès d'un directeur départemental de l'Équipement ou du Travail. Je crois qu'il ne faut pas avoir peur des politiques parce que, dans la relation que vous aurez avec les élus dans le cadre de la décentralisation, vous serez aux manettes avec eux, certainement de beaucoup plus près que vous ne l'étiez avec l'Etat.

Corinne LEPAGE _____

D'abord, je voudrais faire une petite mise au point. Dans mon propos tout à l'heure, je n'ai pas dit que les élus ne représentaient pas la société civile. J'ai dit qu'il y avait une crise de la représentation. C'est-à-dire que les gens ne se sentaient pas représentés, ce qui n'est pas exactement la même chose. Bien sûr, il y a des organes de représentation de la société civile en France. Mais lorsque nous regardons notre histoire, et cela s'inscrit dans ce que Dominique Bussereau vient de dire sur la décentralisation, il y a une méfiance traditionnelle de l'Etat à l'égard des corps intermédiaires. Cela remonte à avant la Révolution Française. Souvenez-vous les Etats Généraux, la résistance des Parlements, la Fronde, etc.



Il faut faire vivre les institutions de façon différente



Tout cela est encore ancré dans notre histoire. Il y a donc eu une tradition française de grande prudence à l'égard des corps intermédiaires, et celle-ci se perpétue. Quand on regarde la manière dont existent des contre-pouvoirs, dans des pays du nord de l'Europe par exemple, et la manière dont on les fait vivre chez nous, on voit que c'est quand même extrêmement différent. Il est tout à fait important, non pas de récréer de nouvelles institutions, mais de les faire vivre de manière un peu différente.

Christian SAINT-ETIENNE _____

J'ai vu un frémissement dans la salle quand Dominique Bussereau a dit "la décentralisation va renforcer les corps intermédiaires". Quelqu'un veut-il exprimer ce frémissement par une question ?

Jacques BRIFAULT _____

Vice-président de la CCI de Rouen

Lors de la réunion de synthèse sur l'avenir de la décentralisation à Rouen, le président de l'Assemblée nationale a dit "si jamais on donne le pouvoir aux corps intermédiaires nous revenons aux Etats Généraux". Cette défiance des politiques vis-à-vis des corps intermédiaires est encore bien réelle.



Christian SAINT-ETIENNE _____

Dominique Bussereau, c'est quand même une question fondamentale parce que, si on rebondit sur ce qu'a dit Corinne Lepage, et qu'on remarque ce qu'a fait la Révolution française en 1789, un de ces éléments de déploiement a été

le moulinage des corps intermédiaires. Comment la décentralisation va-t-elle relancer les corps intermédiaires ?

Dominique BUSSEREAU _____

Deux réponses. La première, chacun sait que notre ami le Président de l'Assemblée n'est pas un farouche partisan de la décentralisation. La décentralisation, moi qui suis un élu local de Poitou-Charentes, c'est la vraie capacité d'efficacité. Prenons l'exemple d'un événement que nous avons vécu dans deux régions, et que Corinne Lepage a vécu d'ailleurs à La Rochelle, un soir de décembre. Les 26 et 27 décembre 1999, après la tempête, il n'y avait plus d'Etat. Pourquoi n'y avait-il plus d'Etat ? Parce que dans la plupart des départements, il n'y avait plus de téléphone. En cas de plan ORSEC, ce n'est pas facile de parler au préfet, faute d'électricité. L'Etat a fait son devoir, et il a joué la solidarité


remarquablement. Quelle a été la capacité de réaction de la société française ? C'étaient les 36 000 communes de France. Ce sont les conseillers municipaux, les agents qui sont allés nettoyer les rues, enlever les branches, sauver les gens, etc. Nous avons bien vu,

dans ce cas-là, que c'était la collectivité de base qui assurait la vie quotidienne. Je ne mets pas en cause le rôle de l'Etat. Mais ce que Jean-Pierre Raffarin, Nicolas Sarkozy, et l'ensemble du Gouvernement cherchent à faire, c'est remettre l'Etat sur ses missions régaliennes que personne ne peut le remplacer : personne ne peut rendre la justice à la place de l'Etat, personne ne peut penser un système éducatif.



Quand on entre ensuite dans la gestion économique, je vais vous parler dans un instant des ports et des aéroports, on voit bien que l'Etat doit assurer naturellement la sûreté, la sécurité, et que dans tout ce qui est le fonctionnement d'équipements de cette nature, il n'a strictement rien à faire. Pourquoi nous privatisons Air France ? Ce n'est pas par idéologie. C'est parce que nous pensons simplement que, dans le marché international, l'Etat n'a pas à être propriétaire d'une compagnie aérienne. Mais il a à s'assurer naturellement de la sécurité des vols et de la sûreté des passagers, des embarquements et des contrôles.



 **La décentralisation ne va à l'encontre ni de l'Etat, ni des corps intermédiaires, elle cherche simplement à renforcer le pouvoir de proximité**

La décentralisation ne va à l'encontre ni de l'Etat, ni des corps intermédiaires, elle vise simplement à donner le pouvoir aux gens qui, déjà, prennent dans la réalité les décisions sur le terrain. Et moi je préfère à terme un aéroport géré à la manière d'une entreprise, qu'un aéroport géré à la manière d'une administration. Savez-vous que l'aéroport de Paris fonctionne avec une comptabilité publique ? Quand vous faites un chèque à l'aéroport de Paris, vous le faites

au Trésor public. Et pourtant l'aéroport de Paris est l'une des plus belles entreprises françaises, qui joue un rôle extraordinaire dans le monde pour les constructions de nouveaux aéroports, etc. Nous sommes dans des domaines où les mécanismes de fonctionnement de l'Etat ne sont pas adaptés. Décentralisation et rôle des corps intermédiaires me paraissent aller de soi. Les corps intermédiaires s'exprimeront beaucoup plus dans la décentralisation qu'ils ne s'expriment actuellement. Je vois dans mon département, il y a deux Chambres de Commerce qui travaillent ensemble, elles gèrent les aéroports, elles gèrent les ports. Je crois qu'il ne faut pas que vous ayez peur de la décentralisation. Au contraire, pour les assemblées consulaires, la décentralisation est une occasion extraordinaire pour prendre toute la dimension du champ économique avec les élus locaux. C'est ma réaction d'élu local, mais je ne me vois pas vivre au quotidien dans ma région, dans mon département, sans le travail permanent avec les corps intermédiaires, et en particulier avec les assemblées consulaires.

Jean-François BERNARDIN _____

Un mot pour réinterpréter, à ma manière, les sourires de la salle. Nous considérons que la décentralisation est à la fois une chance formidable, et nous sommes "pour", mais aussi qu'elle comporte un double risque. La chance formidable, je ne m'étendrai pas dessus.

Le premier risque, Gérard Longuet l'a évoqué à Rouen en disant "Pour certains dossiers, la décentralisation, c'est l'adaptation locale d'une politique nationale". Effectivement, je pense notamment à la formation, la décentralisation ne doit pas conduire au découpage de la France en 21 fiefs, inégaux en dimensions et en capacités.



Le second risque, c'est de ne pas prendre suffisamment en compte la voix des entreprises, notamment à travers les Chambres de Commerce et d'Industrie, dans les processus de décision en matière économique. Ce qu'on attend de la décentralisation, c'est-à-dire une re-dynamisation des économies territoriales, ne se fera pas si l'entreprise n'est pas partie prenante. On ne peut pas imaginer que le développement économique se fasse sans les entreprises d'un territoire, et sans qu'elles aient le sentiment véritable de participer pleinement à l'élaboration des politiques régionales. Malgré la bonne volonté d'un grand nombre d'élus, il y a quand même une tentation centripète dans tous les systèmes de pouvoir. J'entends certaines déclarations, par exemple de l'Association des directeurs généraux des Régions, qui disent "Que viennent faire les Chambres de Commerce dans tout cela ? C'est nous qui devons faire le développement économique, et nous savons tout sur le développement économique !" Les bras m'en tombent un peu.



Nous souhaitons être des acteurs à part entière dans l'élaboration des projets de développement économique

Notre position est tout à fait claire. C'est la politique qui a le dernier mot et l'économie n'est pas le seul souci d'une politique. Simplement, ce que nous disons c'est que la politique en général s'enquiert des besoins des sportifs, s'enquiert des besoins sociaux, et globalement un bon président de Conseil général, un bon maire, fait

ce que demande les associations sportives, et dit "ça, je peux le faire ; ça, je ne peux pas le faire ; ça, c'est trop cher ; etc.". Par contre, nous avons le sentiment que dès qu'il s'agit d'économie et de développement économique, tout le monde sait, sauf les chefs d'entreprise. Et si nous le disons, c'est simplement parce que nous pensons que c'est l'intérêt général, c'est le bon sens élémentaire. Nous souhaitons être acteurs réels de l'élaboration des projets de développement économique. C'est inscrit dans le début du texte que le Gouvernement prépare, nous souhaitons que ça le soit aussi dans les chapitres.

Christian SAINT-ETIENNE _____

Corinne Lepage, vous disiez tout à l'heure : "nous sommes la première génération depuis le début de la révolution industrielle qui pense que ses enfants vont vivre moins bien qu'elle-même". Comment échapper à ce sombre constat ?

Corinne LEPAGE _____

On espère tous, au fond de nous-mêmes, que nos enfants vivront mieux que nous. Mais c'est une question que nous nous posons. Parce qu'incertainement, on vit dans un monde très incertain. On vit dans un monde relativement menaçant, à condition de bien vouloir regarder la réalité en face. Et obligatoirement, on se pose des questions. Des raisons d'espérer ? Oui. Je suis quelqu'un de viscéralement positif et optimiste. D'abord, je dirais que la prise de conscience est indispensable. Vous êtes des chefs d'entreprises. Vous savez pertinemment que lorsqu'il y a des difficultés, il ne faut pas se les cacher, il faut



les analyser, en chercher les causes et essayer de trouver les solutions. Alors je crois que cet effort de prise de conscience et de regarder la réalité en face, on est en train de le faire.

C'est douloureux, ce n'est pas agréable, mais on le fait. Le fait de ne pas continuer à se laisser aller me paraît être précisément la voie de l'avenir. Le Gouvernement l'a fait pour les retraites. Dans des domaines dont je m'occupe plus directement, il faudra le faire pour les questions de changement climatique au niveau international, parce que je crois qu'on a compris que ce n'était plus de la rigolade.

Et on pourrait donner d'autres exemples, comme la nécessité de relancer la recherche fondamentale et de savoir ce que l'on favorise. Quels sont les secteurs à développer ? Quels sont ceux que l'on développera moins ? Quelles conséquences auront ces choix ?

Je vous donne brièvement une illustration de mon propos. Les biotechnologies, les sciences de la vie, c'est bien évidemment un secteur d'avenir. Nous avons misé, tant chez nous, en France, qu'au niveau communautaire, essentiellement sur la biologie moléculaire. Et nous avons laissé tomber toute une série d'autres disciplines qui sont pourtant très importantes. Quant aux effets du développement des biotechnologies, je pense notamment à l'écotoxicologie, on ne fait pratiquement plus rien. Et je pense

aux sciences naturelles, où l'Ecole française des sciences naturelles était une très grande école, où nous avons des universitaires remarquables et connus de la planète entière. Je ne suis pas sûre qu'il y ait encore une chaire de sciences naturelles à Paris, actuellement. Parce que tous les professeurs ont atteint la retraite, qu'il n'y a pas eu de successeurs, qu'on n'a pas investi. Il n'y a pratiquement plus de sciences naturelles françaises aujourd'hui. Cela a des conséquences. Cela

veut dire que dans les recherches que l'on fera dans l'avenir, nous n'aurons pas la possibilité de connaître les effets sur les sciences naturelles, puisque nous n'aurons personne pour aller les chercher.

Cette prise de conscience du long terme est essentielle. Le long terme, c'est ce que je décide aujourd'hui pour avoir un impact sur ce que sera ma vie ou celle des autres dans 10 ans. Cela veut donc dire qu'il faut une certaine humilité, une certaine modestie. Le politique ne peut pas décider de tout, surtout au niveau national, aujourd'hui. Même si les marges de manœuvre sont très étroites, quand on sait dans quelle direction on veut aller, alors on peut avoir une cohérence dans les choix que l'on fait, pour essayer d'aller dans cette direction. Cette prise de conscience de savoir qui on est et ce que l'on veut, est précisément la voie de l'optimisme et la voie de l'avenir.



**Savoir
qui on est
et ce que l'on veut
est précisément
la voie de l'optimisme**